

PARÂT TOUS LES 15 JOURS
A DISCUTER, A REPRODUIRE,
A FAIRE CIRCULER
Abonnement (2 carnets de timbres
pour un an)

Cinquième zone
11, rue S. ALLENDE
92220 BAGNEUX

TEL : 06 03 63 70 61

Site : www.cinquieme-zone.org

Mail :

cz.courrier@cinquieme-zone.org

16 juin 2001
N°115

CINQUIÈME ZONE

ABONNEMENTS

1) Je désire recevoir 1, 2 ou 3 exemplaires de *Cinquième zone* à chaque parution (ci-joint 2 carnets de timbres).

2) Je souhaite entrer en contact avec *Cinquième zone*.

Nom :

Prénom :

Téléphone :

Adresse :

QUI VEUT GAGNER DES MILLIONS EN FAISANT RESPECTER SES DROITS ?

Trois millions de francs : c'est à peu près le jack-pot que vient de gagner un groupe jeunes de la banlieue parisienne. Pas des jeunes fabriqués pour passer dans des émissions à la con et faire rêver les autres. Des vrais jeunes, Mikaël, Yong, Assaf, Frédéric, vivant les uns à Meaux, d'autres à Torcy ou ailleurs dans le 77. Et leur gros lot, ils ne l'ont pas gagné au Loto ou en faisant les encagés miséreux (13f de l'heure !) de Loft Story, pas même au trompe-couillon de *Qui veut gagner des millions*. Ils ont décroché la timbale en faisant un pied de nez à leur ancien patron... le Maire RPR de Bussy St-Georges (77).

Comment ça marche ? Ils étaient une dizaine, embauchés en 1999 pour cinq ans comme emplois-jeunes par la municipalité. Ils devaient être dans la rue le soir, discuter avec les jeunes, calmer le jeu, bref un boulot mal payé, précaire (un CDD de 5 ans) mais utile même si tout ne peut pas se résoudre avec quelques emplois jeunes. Tout s'est bien passé pendant quelques mois jusqu'à ce que le Maire les prenne en grippe et décide de les virer. Pourquoi se priver ? Ils étaient jeunes, précaires, visiblement ignorants de leurs droits. Il commença par en écœurer certains : suppression de la voiture de service, brimades, engueulades sans raison. Ce qu'on appelle le harcèlement moral et qu'utilisent tant de patrons ou de chefs pour faire dégager des employés sans licencier. Mais les jeunes ne craquaient pas. Le Maire décida de les licencier.

Et comme il les croyait incapables de se défendre, pas la peine de prendre de précautions et de respecter les formes légales. Une lettre recommandée, et tout le monde dehors ! Un licenciement minute comme tant de jeunes (et de moins jeunes) précaires ou pas en connaissent. Sauf que Monsieur le Maire est tombé sur un gros os. Les jeunes étaient furieux : normal. Mais aussi naïfs. Au lieu de boxer quelques vigiles et de brûler quelques voitures, ils ont réfléchi.

L'un d'eux s'est souvenu que son père qui travaille dans une grande entreprise connaissait un syndicaliste qui lui même connaissait des amis de Cinquième zone. Bref, de fil en aiguille, les jeunes se sont concertés, ont contacté ceux qui pouvaient les aider, des syndicalistes (de SUD), une avocate. Ils ont rédigé et distribué deux tracts à la population pour dénoncer leur licenciement. Bref, ils ont bougé et, en plus, ont porté plainte devant le tribunal des Prud'hommes qui juge des conflits du travail.

Ca a été long et compliqué. Presque un an et demi. Mais au bout du compte, ils ont

gagné. Et quelle victoire ! Des sous (300 à 350 000 francs⁽¹⁾ chacun, c'est quand même un magot), mais bien au-delà du fric, la victoire sur leur patron, petit notable de grande banlieue qui se croyait roi en son royaume de septième zone et se retrouve gros-jean comme devant (à poil, en français moderne).

Il est probable que le Maire de Bussy va faire appel. Mais il n'empêche que l'affaire vaut d'être connue : il y a dans ce pays des centaines de milliers d'emplois-jeunes, des millions de précaires dans des petites, moyennes ou grosses entreprises dont beaucoup, comme les jeunes de Bussy, subissent des brimades, des sanctions ou des licenciements abusifs.

C'est un appel qu'on lance. A ceux qui veulent se défendre. Pas qu'on les défende. Mais se défendre eux-mêmes en s'appuyant sur la solidarité de ceux que l'injustice révolte. Les moyens d'agir existent. On ne gagne pas à tous les coups. Mais si on n'essaie pas, on a perdu avant même de commencer. Cinquième Zone 11, rue Salvador Allende, 92220 BAGNEUX 06 03 63 70 61 cz.courrier@cinquieme-zone.org

(1) paiement de leurs salaires jusqu'au bout du contrat (4,5 ans) illégalement rompu.

ALGERIE :

DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION ?

Cela fait maintenant des semaines que la révolte contre la misère, la corruption, la dictature, la violence des militaires bref, l'horizon bouché partie de Kabylie gagne en Algérie.

Les émeutes succèdent aux manifestations et chaque semaine gagnent en ampleur tandis qu'en face les flics et l'armée redoublent de violence et de brutalité.

La manifestation du Jeudi 14 juin a rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes, principalement des jeunes, presque un million, à Alger contre le pouvoir et contre la dictature. C'est une énorme révolte, née d'années de misère, de violence et de répression qui déferle sur l'Algérie. Les jeunes qui manifestent en Algérie doivent trouver la solidarité de la jeunesse en France : rien de ce qui est algérien ne nous est étranger !

**SOLIDARITE AVEC
LES ALGERIENS
EN LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
ET POUR LA LIBERTE !**

TOUS ENSEMBLE, OUI !

Ca sert les études. Un patron, ne dit pas *casse-toi*, il dit *plan social* et au lieu de *dégage*, il dit *licenciement économique*.

Seillères, le boss de chez les boss donne l'exemple, il ferme sa compagnie aérienne AOM. Dans le biscuit, chez LU Danone, dans le supermarché de luxe, chez Marks et Spencer, chez Moulinex ou ailleurs, on vire les employés. Rien de très nouveau ... sauf que... les virés, les futurs chômeurs ont non seulement réagi, mais ils se sont dit que seuls ils avaient moins de chance qu'ensemble, ouais tous ensemble, tous ensemble ouais, ouais !

Les salariés de boîtes menacées se sont contactés, réunis, et ils ont appelé l'ensemble des travailleurs à se combattre les licenciements.

En disant *aujourd'hui c'est nous, demain ce peut être votre tour*, ils ont réussi à convaincre, et le 9 juin ce sont plus de 20.000 personnes qui ont manifesté derrière eux pour l'interdiction des licenciements, contre la précarité et la politique du gouvernement. Il y a bien longtemps qu'une manifestation qui n'était pas appelée par les grands syndicats n'avait soulevé un tel enthousiasme. Des organisations politiques soutenaient la manif qui a été un succès. Pourtant les médias n'ont pas aidé, quasiment rien dans les journaux télévisés ou radios.

Devant l'indignation générale et la mobilisation, le gouvernement a dû, d'urgence, sortir un projet de loi bidon pour, paraît-il, freiner les licenciements. Inutile de dire que ce texte de loi sera aussi efficace contre les licenciements que de pisser dans un violon.

Quatre jours après la manif, les députés du PC qui le samedi 9 disaient *retenez-vous ou on fait un malheur* ont voté la loi Guigou dont seulement deux virgules avaient été changées.

Mais au delà des combines politiciennes des partis au gouvernement, l'essentiel c'est que pour une fois, ceux d'en bas, les pions, ceux qu'on jette comme des kleenex ont montré que la fatalité n'existait pas quand on se bagarre contre les patrons. Les licenciements ne sont pas annulés, aucune loi ne les interdit, mais chez LU, AOM, Marks et Spencer hier, comme chez Bata aujourd'hui, la lutte continue, on n'est plus seul et l'espoir de vaincre reste bien vivant.

LA VOIX D'UN CHEMINOT

Avec la polémique sur le passé trotskiste de Jospin, un jeune à l'atelier SNCF d'Ivry m'a posé la question : *C'est qui Trotsky ?* Difficile de répondre en deux mots à cette question mais j'ai quand même essayé.

Trotsky était avec Lénine un des principaux dirigeants de la révolution ouvrière de Russie en 1917 qui a eu lieu à la suite de la première guerre mondiale. Pour ces dirigeants, il s'agissait d'une première étape de la révolution socialiste internationale. La révolution russe ne pouvait être sauvée que si elle s'étendait aux autres pays, en particulier les pays plus avancés économiquement, comme l'Allemagne et la France.

Mais, pour différentes raisons, dont la trahison de la plupart des dirigeants socialistes dans les autres pays, la révolution russe est restée isolée.

Le mouvement communiste a éclaté. La majorité dirigée par Staline, qui au nom du *socialisme dans un seul pays* a instauré la pire des dictatures sur l'URSS est devenue avec l'aide des partis communistes, le principal fossoyeur de la révolution socialiste internationale. Puis il y eut une minorité les trotskistes, qui est restée fidèle à l'idéal communiste, c'est-à-dire à une société égalitaire qui n'existera qu'à l'échelle internationale ou n'existera pas. Ces derniers l'ont, pour beaucoup, payé de leur vie, comme Trotsky, assassiné en 40 à Mexico par les stalinien.

Voilà une réponse dont il ne faut surtout pas se contenter. Les jeunes qui trouvent ce monde injuste et qui veulent le changer doivent puiser dans ce passé.

Pour en savoir plus, lire *Ma Vie* de Trotsky.

Un cheminot, lecteur de Cinquième zone.

SANS PAPIERS, MAIS PAS SANS OCCUPATIONS...

Deux collectifs de sans-papiers de Saint-Denis occupent depuis 10 jours une ancienne gendarmerie (70 personnes d'Afrique et d'Amérique latine) et le hall de la fac de Saint-Denis (20 étudiants de Maghreb). Travailleurs ou étudiants, ils connaissent des situations différentes que les gouvernements utilisent pour diviser la lutte, mais ont le même but : avoir des papiers pour vivre sans la peur du flic et de l'expulsion. Les papiers, c'est pour tous le moyen de se libérer de la galère.

En face, les préfectures jouent la montre ou en font des suspects et exigent toujours plus de documents encore... prouvant une présence en France depuis 10, voire 15 ans, ou des CDI ou un visa long séjour. En Algérie, les étudiants essuient des refus systématiques sans motifs des services des consulats de l'Etat français. Contraints de s'inscrire avec un visa touristique, ils exigent la régularisation de tous les inscrits à la fac, et pas seulement de ceux qui ont pu déposer un dossier.

DISCRIMINATION

Cela s'est passé à mon collège, à Paris. La police était venue nous parler du racket. Ils ont passé une cassette sur le de deux élèves, un blanc et un noir, qui avaient très envie de la montre de leur camarade et pour eux la seule solution était de la lui racketter. Romain (le Noir) sortit un couteau et menaçait Clément (la victime) puis, comme Clément ne voulait pas la lui donner, ils se bagarrèrent et François (le Blanc) resta sans rien faire. Sans faire exprès, Romain blessa Clément au poignet. Les policiers arrivèrent et plaquèrent Romain sur le mur et lui mirent les menottes. Finalement, Romain fut mis en garde à vue, il dut payer 250 000 francs et 90 heures de travaux ménagers alors que François fut considéré irresponsable.

Morale de l'histoire : le Noir est méchant, mais le Blanc est juste irresponsable. Il serait pas un peu raciste, le film de la police ?

Eva, 13 ans.

